

Article 20

Prof. Norman Davies C.M.G., F.B.A., La Grande Bretagne et l'Insurrection de Varsovie

En tant que « le Premier Allié » de la Grande Bretagne, la Pologne avait joué un rôle dans la majeure partie des aspects de la stratégie militaire alliée, en particulier, dans le domaine des mouvements de résistance clandestins. Par conséquent, déjà à partir de 1940, le SOE britannique (Special Operation Executive – Direction des Opérations Spéciales) était étroitement lié avec la Résistance polonaise. Sa Section Polonaise était activement engagée dans des opérations dont l'objectif était de consolider l'Armée d'Intérieur et de maintenir ses liens avec les puissances occidentales. Un des groupes d'agents du SOE, appelé «Cichociemni» (les Furtifs), parachuté sur le territoire de la Pologne occupée, le 31 juillet 1944, avait atteint Varsovie le 1^{er} août.

Depuis le milieu de 1943, les deux gouvernements, britannique et américain, étaient bien informés que la direction de la Résistance polonaise préparait l'organisation d'une insurrection contre les Allemands, aussitôt que la situation deviendrait mûre. Un mémorandum dans ce sens était parvenu, sur le bureau du Président Roosevelt, bien avant la conférence de Téhéran du 23 novembre 1943. Cependant, en aucune occasion, les Anglais et les Américains n'avaient suggéré au Gouvernement Polonais qu'une insurrection aurait été inopportun. Bien au contraire, le climat général, dans des cercles alliés, encourageait constamment les Polonais à attaquer les Allemands et à contribuer de la sorte à l'effort de guerre des Alliés.

Il est aussi important de souligner que pendant sept mois au moins, la Coalition Alliée avait la possibilité de préparer des plans de réserve. Début janvier 1944, l'Armée Rouge avait franchi les frontières de la Pologne, continuant sa marche vers l'ouest, mais elle n'avait pas atteint la ligne de la Vistule, avant la dernière semaine de juillet. Pendant cette période, il eut été raisonnable de s'attendre à ce que la Coalition eut pris en considération ses dispositions dans trois questions capitales. La première concernait le renseignement allié qui, en absence de tout officier, Britannique ou Américain, à Varsovie, était déficient de façon notoire. Deuxième domaine, c'étaient les transmissions militaires qui n'avaient fait que peu de progrès, parce que les Britanniques faisaient obstinément la sourde oreille à toute demande d'envoi d'une mission militaire, auprès de la Résistance polonaise (selon le mode de leur mission qui opérait en Yougoslavie). Troisième domaine – la diplomatie. Chacun savait que l'Armée Rouge progressait vers la capitale du pays qui était officiellement l'allié de la Grande Bretagne. Compte tenu du fait que les «Trois Grands» gardaient des décisions stratégiques de plus importantes par-devers eux seuls, et depuis que Staline avait coupé les relations avec le Gouvernement Polonais, il était évident que seuls les dirigeants occidentaux pouvaient approcher Moscou et préparer une base politique pour toute éventualité, susceptible de toucher la Coalition en entier. Aucune initiative de ce genre n'avait été prise.

Six semaines avant l'Insurrection, le Premier ministre Mikolajczyk avait fait un voyage à Washington, accompagné du général Tatar, pour des rencontres avec le Président Roosevelt, le Commandement Suprême des Alliés (Joint Chiefs of Staff of the Supreme Allied Command) et avec le Bureau des Services Stratégiques (Office of Strategic Services – OSS, l'organisme qui a précédé la CIA). À chaque étape, l'intention de la Résistance polonaise d'attaquer les forces

allemandes à l'approche de l'Armée Rouge était ouvertement discutée. Roosevelt avait reçu Mikolajczyk avec enthousiasme, l'encourageant vivement à des pourparlers directs avec Staline, tout en l'assurant que la Pologne n'en sortirait pas «diminuée» («undiminished»). Roosevelt avait aussi offert une généreuse subvention de 10 millions de dollars pour l'Armée d'Intérieur. Les commandants en chef des Forces Alliées Occidentales avaient mis les Polonais sur la sellette en les questionnant attentivement sur les perspectives d'une coopération avec les Soviétiques et peut-être, ont-ils été induits en erreur par des estimations exagérément optimistes du général Tatar. Tatar était un partisan enthousiaste de l'Insurrection, en même temps qu'un adversaire politique de son propre Commandant en Chef, le général Sosnkowski et il [Tatar] n'a pas l'air d'avoir transmis de fortes réserves de Sosnkowski. Mais les Britanniques avaient beaucoup apprécié les performances de Tatar. Après le retour de Washington, ils lui ont décerné l'Ordre du Bain. À la cérémonie officielle de remise de la décoration, Lord Selbourne avait déclaré:

«Il y a des raisons pour espérer ... que dans un avenir très proche, les forces armées polonaises pourront libérer leur pays des mains de l'ennemi».

Jusqu'à la dernière semaine précédant l'Insurrection, Le Gouvernement Britannique était tenu parfaitement informé. Le 25 juillet, jour de la dernière décision du Conseil des Ministres Polonais, l'Ambassadeur Raczynski avait transmis l'information que l'Insurrection aura lieu à Varsovie. Peu après, il a informé que son déclenchement était imminent. Cette déclaration a provoqué une profonde cassure dans la politique britannique. Le ministère des affaires étrangères (Foreign Office) avait réagi négativement en répondant sans ambages à Raczynski qu'il n'y aura aucune possibilité d'aide. Les dirigeants du SOE, au contraire, ont réagi de manière positive. Pendant une réunion avec Tatar, le 29 juillet, le général Gubbins a accédé à la demande des Polonais d'organiser des raids de bombardiers ainsi que le parachutage de la Brigade Polonaise Aéroportée. Lord Selbourne avait transmis personnellement cette demande à Churchill en y ajoutant ses vives recommandations en sa faveur.

Dès le déclenchement de l'Insurrection, les réactions des politiciens britanniques et de l'opinion publique, se sont forcément atténues en raison de l'absence de sources d'information indépendantes. Le soir du 2 août, Churchill a fait un discours, à la Chambre des Communes, au sujet d'un problème politique concernant l'Alliance, en soulignant – les deux à la fois – le courage des Polonais et «le besoin de la Russie d'avoir des voisins amicaux». (Ostensiblement, il n'a pas fait allusion au besoin des Polonais d'avoir des voisins amicaux). Ensuite, il donna l'ordre d'exécuter des missions d'approvisionnement de Varsovie, par la RAF, de ses bases aériennes du Sud d'Italie, initiant ainsi la longue saga du Pont Aérien de Varsovie.

Par contre, le ministère des affaires étrangères a fait preuve d'un extraordinaire degré de léthargie que l'on peut expliquer, en partie, par des conseils divergents et par l'existence «des taupes» pro-soviétiques parmi ses fonctionnaires. [L'historien Christopher Hill, qui par la suite s'était révélé être membre clandestin du Parti Communiste Britannique, était, à cette époque, responsable du Bureau des Affaires Soviétiques du Ministère des Affaires Étrangères (Foreign Office)]. Il avait fallu quatre semaines, au ministre Eden, pour venir à bout de son opposition de longue date et envoyer enfin, une Mission Militaire Britannique en Pologne. Il lui en a fallu sept pour réagir aux protestations de l'ambassadeur Raczynski contre les exécutions et arrestations des soldats de l'Armée d'Intérieur par NKVD soviétique (les forces de police politique de l'URSS). Eden, sur ce dernier point, avait succinctement informé la Chambre des Communes, le 27 septembre 1944, que l'Ambassade Soviétique avait démenti la véracité de ces allégations (lesquelles, comme nous le savons aujourd'hui, étaient parfaitement exactes).

Le SOE, dont l'avis en faveur d'un engagement actif avait été rejeté, a vite perdu son premier enthousiasme pour la cause polonaise. Le général Gubbins, qui rencontrait Tatar régulièrement, chaque semaine, avant l'Insurrection était parti pour la France, le 13 août, pour y rester pendant trois mois. Son remplaçant, colonel Perkins, a adopté la position du Foreign Office, en réprimandant brutalement les Polonais pour leur manque de coordination. En réalité, le SOE avait abandonné la plupart de ses promesses initiales, concernant la fourniture d'avions et la

mise en place d'un pont aérien régulier avec la Pologne. Selon un spécialiste britannique de la question, (Ted Harrisson), il semblerait que le SOE avait passé aux pertes l'Insurrection de Varsovie et avait concentré ses efforts sur deux pays : France et Yougoslavie, où des plans de coopération étaient mieux préparés.

Churchill était littéralement furieux à cause de la réaction inhumaine de Staline, devant l'Insurrection de Varsovie et, en particulier, par le refus des Soviétiques de faciliter l'atterrissement des avions de la RAF. Il désirait que Roosevelt se fût joint à lui dans une énergique protestation – à sa stupéfaction, le Président américain avait refusé de le faire. L'affaire de Varsovie a révélé que l'influence de Churchill, parmi «les Trois Grands», était en train de décliner.

Nombreux politiciens britanniques étaient irrités par des tentatives désespérées du Gouvernement Polonais pour éveiller davantage le sentiment d'une situation d'urgence. Le Vice-Premier ministre, Clement Attlee, s'était récrié : «Quoi de plus aurions-nous pu faire?» Mais la vraie colère avait été suscitée par le Commandant en Chef, après son ordre du jour du 1^{er} septembre – le cinquième anniversaire du début de la guerre – quand il a ouvertement critiqué la Grande Bretagne d'avoir manqué à soutenir pleinement son fidèle allié et ne pas avoir remboursé sa dette. Un des ministres britanniques avait commenté cette déclaration ainsi : «C'est l'Empire qui a été insulté». Peu de Britanniques savaient que le Commandant en Chef était personnellement opposé à l'option d'insurrection. Ainsi, on lui a reproché, alors, d'être responsable de la crise causée par l'Insurrection de Varsovie et on exigeait largement sa démission.

En septembre, la question la plus urgente était devenue la réparation de la cassure entre la Pologne et Moscou, pour augmenter ainsi les chances d'un secours des Soviétiques pour Varsovie. Les propositions remaniées du Premier ministre Mikolajczyk avaient été soumises au ministère britannique des affaires étrangères le 30 août et par la suite, transmises à l'ambassade soviétique. Pourtant, une fois de plus, le Foreign Office n'a fait montre ni de bonne volonté d'un médiateur sincère ni du désir d'accélérer un éventuel accord. De la même façon, aucune énergie n'a été apportée à l'organisation de la Mission Militaire Britannique auprès de l'Armée d'Intérieur, bien que ce fait ait été officiellement décidé.

Pendant la durée de l'Insurrection de Varsovie, l'opinion publique britannique était profondément divisée. Une partie de la presse de gauche, avec les journaux «Daily Herald» et «Daily Worker», était activement pro-soviétique en répétant, sans vergogne, la position de Moscou que l'Insurrection n'était qu'une « criminelle aventure », dirigée par des «ascistes» et des « réactionnaires ». Les colonnes de la rubrique étrangère du «The Times» dirigée par E.H. Carr, suivaient la ligne similaire avec un langage plus circonspect. La majeure partie de gens était tout simplement perplexe. Il n'y manquait pas d'éloges pour le courage des Polonais mais il n'y avait pas d'explication, pourquoi la politique des Alliés était si inefficace, dans cette affaire. Peu de gens comprenaient les problèmes sous-jacents. En outre, il y avait peu de discussions sur des questions essentielles comme l'interdiction du pont aérien par Staline ou l'inactivité des Soviétiques, pendant des semaines, sur la rive droite de la Vistule, après le recul initial de Rokossowski. Le ministre des affaires étrangères, Anthony Eden, n'avait pas été soumis à une longue et exhaustive interrogation, à la Chambre des Communes, avant les tout derniers jours de l'Insurrection.

Une seule voix puissante s'était élevée contre l'omniprésente atmosphère de complaisance. Le 1^{er} septembre, George Orwell qui écrivait alors son roman «La Ferme des Animaux», a rédigé un feuilleton incisif pour le journal socialiste «Tribune». Il y a condamné le manque de principes dans la presse en général, et dans la presse de gauche en particulier. Sa cible immédiate était un jeune historien, Geoffrey Barraclough qui travaillait alors au ministère britannique des affaires étrangères. Mais, en réalité, sa critique visait le public en général dont l'engouement pour l'Union Soviétique obstruait toute analyse sérieuse.

Une fois que l'Armée d'Intérieur avait capitulé, c'était un chaleureux débordement de compassion et des lamentations omniprésentes sur «la tragédie de Varsovie». Pourtant, il manquait toujours la réflexion, parmi de simples citoyens et encore moins dans les milieux gouvernementaux, sur le rôle de la Grande Bretagne, dans cette tragédie. Albion, anticipant déjà la fin de la guerre, n'était plus d'humeur à s'attarder sur ses échecs.

Churchill emmena Mikolajczyk avec lui à Moscou, au début d'octobre, pour reprendre les pourparlers polono-soviétiques, suspendus depuis deux mois. Au cours d'une dramatique rencontre avec Molotov, il a été révélé, qu'un an auparavant, à Téhéran, Churchill avait proposé, en secret, la Ligne Curzon comme base de la future frontière entre la Pologne et l'URSS. Autrement dit, tous les plans territoriaux et toutes les négociations, tout au long de 1944, qui avaient empoisonné les relations avec Staline et avaient minimisé les chances de sa coopération, pendant l'Insurrection, étaient basés sur de fausses suppositions. Churchill, sans vergogne, a reconnu sa faute mais plus tard, il a retourné sa rage contre le Premier ministre polonais qu'il avait lui-même trompé, de façon impardonnable. Cela devait être l'un de plus indignes épisodes dans sa carrière. Peu après, Mikolajczyk a démissionné et l'étroite alliance, entre les gouvernements britannique et polonais, a cessé d'exister.

La série d'événements qui se sont produits entre 1944-1945, peut être considérée comme la finale des problèmes liés à l'Insurrection. Par exemple, le 26 décembre 1944, la Mission Freston auprès de l'Armée d'Intérieur s'était enfin posée en Pologne et était entrée en contact avec la Résistance. Très vite, elle s'est trouvée dans une prison de NKVD. C'est de cette mission que Mikolajczyk avait fait la demande en février, et qui aurait pu améliorer considérablement le renseignement et les liaisons, pendant les derniers préparatifs de l'Insurrection. Selon les paroles d'un de ses participants ; «cela a été une perte de temps totale». En janvier – février 1945, a eu lieu la conférence de Yalta. Les dirigeants occidentaux ont renoncé à toute influence effective en Pologne et en Europe de l'Est, en échange de la coopération de Staline, en Allemagne et en Extrême-Orient. Cette issue était impensable dans le cas où l'Insurrection de Varsovie aurait été un succès.

Peu après la Conférence de Yalta, les 16 dirigeants démocratiques de la Résistance Polonaise, qui avaient survécu à l'Insurrection et qui auraient pu constituer un élément capital dans le système politique proposé à la Pologne à Yalta, avaient été arrêtés par NKVD. En juin, à Moscou, leur procès pour l'exemple, avait coïncidé avec la formation, d'un soi-disant, Gouvernement de l'Unité Nationale, auquel ils auraient pu participer, en d'autres circonstances. Le principal accusé, le général Okulicki – précédemment le second de Bor-Komorowski et après lui, le Commandant en Chef de l'Armée d'Intérieur – qui avait gagné l'Europe occupée dans un avion de la RAF - n'a pas été brisé par ses interrogateurs. Il a lancé un défi, dans son discours, sur le banc des accusés. Par la suite, il est décédé dans la prison de Lubianka. Ses Alliés Britanniques dont l'ambassadeur était présent au procès, n'avaient pas protesté.

*Prof. Norman Davies
Traduit du polonais par : W.H. Bury*